

1985, 50 pays posséderont au moins une centrale nucléaire capable de produire des armes au plutonium.

Nous devons reconnaître qu'un nombre toujours croissant de pays de diverses nuances politiques et responsabilités, deviendront capables de produire du matériel nucléaire, qui ne servira pas uniquement à la production d'énergie électrique. Nous devons également tenir compte de la production, dans le monde d'énormes quantités de déchets radioactifs, qui s'accroîtront à un taux exponentiel. Avant longtemps, 120 tonnes de plutonium seront déposées de par le monde.

Il ne s'agit pas tellement de savoir comment nous allons faire face à la situation actuelle, qui semble inquiéter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La question est de savoir quelles sont les conséquences à long terme de cette accumulation et s'il y a une solution?

Dans un article paru dans le *New Scientist*, M. Frank Barnaby prévoit que, dans 10 ans, on sera passé de 120 tonnes de plutonium à 1,400 tonnes. Témoignant devant un comité du Sénat américain au sujet de la politique américaine de non-prolifération nucléaire, le secrétaire d'État, M. Kissinger, a dit:

— nous nous soucions à l'objectif du monde entier, qui est de trouver d'autres sources d'énergie, afin de ne plus dépendre autant du pétrole.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures y a déjà fait allusion. M. Kissinger a ajouté:

Toutefois, une prolifération progressive pourrait compromettre, sinon paralyser entièrement, l'usage croissant de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en vue de satisfaire les besoins de l'humanité, car les exportateurs et les importateurs en sont venus à douter que le système international puisse trouver des moyens efficaces pour tirer parti des avantages de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, tout en éliminant les risques qu'elle comporte pour la sécurité.

M. Kissinger, dont le pays exporte des techniques et de l'équipement nucléaires, a donné un avertissement bien plus sévère que ne l'a fait le ministre cet après-midi.

Mlle Bégin: Mon Dieu, qu'est-ce que vous dites? Vous vous trompez.

M. MacDonald (Egmont): Mon Dieu, je ne me trompe pas.

Mlle Bégin: Non, vous vous trompez.

M. MacDonald (Egmont): J'espère que la secrétaire parlementaire nous fera bientôt connaître son point de vue au cours du débat.

Mlle Bégin: Vous pouvez en être assuré.

M. MacDonald (Egmont): Elle pourra peut-être corriger l'erreur de son patron, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et nous donner les garanties que nous n'avons pu obtenir de lui cet après-midi. Contrairement à certains autres pays, nous n'exportons pas d'armes nucléaires en soi, pourtant nous ne sommes pas complètement innocents et nous jouons avec le feu. La prolifération des armes nucléaires ne signifie pas uniquement qu'un plus grand nombre de pays ayant plus ou moins intérêt à ce que le système international actuel se maintienne, vont se trouver détenteurs de ces armes, il y a aussi le danger qu'elles puissent tomber aux mains d'individus vindicatifs ou de groupes de terroristes. Le secrétaire n'a pas, à ma connaissance, parlé de cet aspect de la question qui pourtant trouble un nombre croissant de pays et pas seulement ceux qui exportent leur technique nucléaire, leur matériel et leur équipement. Il n'a pas parlé du danger qui nous menacera si cette technologie tombe entre les mains d'insensés.

Une voix: Vous déraisonnez!

M. MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, un député d'en face dit que je déraisonne! Il ridiculise les opi-

Prolifération des armes nucléaires

nions d'hommes de science sérieux qui savent que le message est possible.

Une voix: Quels hommes de science sérieux?

M. MacDonald (Egmont): Les députés d'en face ne peuvent certes pas faire fi de l'opinion d'un nombre croissant de personnes sérieuses qui ont participé à la mise en valeur de l'énergie nucléaire. Les députés n'iront certainement pas contre des faits avérés. La diffusion de la technologie nucléaire rend de plus en plus probables le terrorisme et le chantage nucléaires.

Une voix: En voilà assez!

M. MacDonald (Egmont): Au cours de la conférence qui a eu lieu en octobre 1975 sous le patronage de la Fondation Stanley, on a précisé cinq conséquences que pouvait avoir la prolifération. Je ne sache pas que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous ait donné des garanties qui puissent faire taire nos craintes au sujet de la possibilité de vol de matières nucléaires. Si nos vis-à-vis croient que ce danger n'existe pas, j'espère qu'ils peuvent fournir de meilleures garanties que celles que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ses fonctionnaires ont données pour apaiser les craintes de beaucoup de pays à cet égard. Au cours des dernières années nous avons eu trop d'exemples d'actes de terrorisme. Dans les années à venir, les matières nucléaires deviendront plus abondantes. Les entrepôts se multiplieront. Si la sécurité de ces matières n'est pas contrôlée efficacement, il est d'autant plus probable que ces matières tomberont dans les mains de personnes irréfléchies. J'aurais cru qu'outre l'utilisation possible de la technologie et du matériel nucléaires par le terrorisme, la perspective du vol de plutonium à des fins de contamination serait en elle-même alarmante. Je ne pense pas que l'on ait envisagé non plus l'éventualité du sabotage des centrales à énergie nucléaire, ni l'établissement approprié d'installations d'entreposage des rebuts nucléaires afin de prévenir l'émission de radioactivité, ni le danger croissant des problèmes de pollution qui a constitué un sujet d'inquiétude même dans notre pays, pourtant à l'avant-garde du développement de toute cette technologie.

● (1730)

Je trouverais grotesque, si ce n'était si tragique, que d'un côté le ministre puisse prétendre que nous avons, dans un sens, été à l'avant-garde du développement de la technologie nucléaire, alors que de l'autre nous ne semblions pas vraiment nous soucier de normes adéquates à long terme applicables à l'élimination sans danger des produits de rebut dans des pays qui ont peu d'expérience dans le domaine nucléaire.

Il y a trois ou quatre semaines, j'ai posé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) une question à propos d'une certaine garantie qui pourrait, de façon au moins provisoire, offrir quelque protection. J'ai compris d'après la réponse que j'ai obtenue qu'ou bien le gouvernement n'était pas au courant de cette proposition ou bien ne l'examinait pas très attentivement. Je faisais allusion aux propos du secrétaire d'État Kissinger, concernant l'établissement éventuel de centres régionaux de contrôle des combustibles nucléaires, où le combustible serait classé, le plutonium retraité, les déchets utilisés et entreposés.

Dans ses observations touchant les garanties, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a manifestement évité d'aborder l'élément le plus fondamental de tout système efficace: de garanties, la question du respect de ces garanties. Il ne nous a pas dit quelles sanctions ou peines, s'il en est, étaient prévues dans le cas où ces garanties n'étaient pas respectées. Il n'a parlé d'aucune sanction, d'aucune